

## CHAPITRE 3

**Le compte social de l'agriculture  
prévisionnel pour 2022**

Commission des comptes de l'agriculture de la Nation

Le compte social des exploitants agricoles. ....	92
Les prestations sociales. ....	92
Les cotisations et autres ressources . ....	95
Comptes sociaux des exploitants agricoles pour les années 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel) . ....	97
Le compte social des salariés agricoles . ....	99
Les prestations sociales. ....	99
Les cotisations et autres ressources . ....	100
Compte sociaux des salariés agricoles pour les années 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel) . ....	101

[retour sommaire](#)

Commission des comptes de l'agriculture de la Nation  
Session du 15 décembre 2022

## LE COMPTE SOCIAL DE L'AGRICULTURE PREVISIONNEL POUR 2022

---

Le compte social prévisionnel des exploitants agricoles pour 2022 enregistre une augmentation de 3,7% des dépenses de prestations sociales par rapport à 2021 (15,06 milliards d'euros contre 14,53 milliards d'euros).

Cette évolution résulte principalement de la hausse des prestations vieillesse en lien avec deux mesures de revalorisation des retraites les plus modestes, et la revalorisation générale anticipée des pensions de retraite au 1<sup>er</sup> juillet 2022 en application de la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (MUPA).

Les recettes prévisionnelles s'établissent à 15,13 milliards d'euros contre 15,03 milliards d'euros en 2021, en légère augmentation 0,7 %.

Le compte social des exploitants agricoles se solde par un excédent prévisionnel de 68,36 millions d'euros, après un excédent de 503,2 millions d'euros en 2021.

Ce solde correspond aux résultats des assurances vieillesse de base et complémentaire et au résultat du fonds des indemnités journalières maladie ; les branches famille et maladie (hors indemnités journalières) étant intégrées financièrement au régime général et équilibrées par des dotations d'équilibre du régime général des salariés.

Le compte social prévisionnel des salariés agricoles des établissements agricoles est marqué par une hausse de 3,4 % des prestations sociales.

L'augmentation des dépenses, dont le total est estimé à 5,5 milliards d'euros, résulte de la hausse des prestations vieillesse (+5,1 %) et de celle des dépenses de santé (+3,2 %).

Les branches du régime des salariés agricoles étant intégrées au régime général, et équilibrées par des subventions des caisses nationales du régime général, le compte social des salariés agricoles est par construction équilibré.

## Le compte social des exploitants agricoles

### Les prestations sociales

Les prestations sociales versées aux exploitants actifs et inactifs sont prévues en hausse de 4 % par rapport à 2021, portées par la nette progression des dépenses vieillesse et dans une moindre mesure par l'augmentation des prestations maladie.

Après correction de l'indice des prix à la consommation, l'augmentation est nulle.

#### 1) Les dépenses de santé

Les dépenses de santé hors invalidité sont attendues en hausse de 1,2 % sous les impacts de plusieurs facteurs aux effets contraires :

- la baisse de 2,9 % des effectifs protégés en maladie ;
- après une croissance de 7,1 % en 2021 (surcoûts liés à la crise sanitaire), les prestations légales maladie exécutées en ville seraient en très légère hausse de 0,2 % en 2022 en lien avec les nouvelles mesures découlant de l'avenant 9 à la convention médicale entré en vigueur le 1er avril 2022 (revalorisations des tarifs de prestations existantes et nouvelles majorations, nouvelles consultations et élargissement du champ de consultations déjà existantes...);
- le montant des prestations maladie réalisées en établissement augmenteraient de 1 % en 2022. Les dépenses seraient en hausse tant pour les établissements de santé publics (1,1 %) que pour les cliniques privées (0,1 %).

Les dépenses d'indemnités journalières pour 2022 sont prévues en hausse de 3,5 % après un recul exceptionnel de -12,9 % en 2021 dû à l'effet de versements d'IJ dérogatoires liés à la pandémie de COVID 19 (garde d'enfant, personne vulnérable, cas contact), plus massivement utilisées en 2020 qu'en 2021.

**Au total, les dépenses prévisionnelles de santé y compris invalidité représentent 6,35 milliards d'euros, dont 2,17 milliards pour les actifs.**

TABLEAU 1 : REMBOURSEMENTS MALADIE - Valeurs en millions d'euros - évolutions en indice

	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
REMBOURSEMENTS MALADIE (hors invalidité, en euros courants)	5 266	6 900	6 743	6 744	6 824	6 970	6 668	6 669	6 853	6 696	6 514	7 059	6 198	6 269
Evol° n/n-1		101,1	97,7	100,0	101,2	102,1	95,7	100,0	102,8	97,7	97	108,4	87,8	101,2
Evol base 100 en 2000	100	131,0	128,0	128,0	129,6	132,3	126,6	126,6	130,1	127,2	124	134,0	117,7	119,0
REMBOURSEMENTS MALADIE (hors invalidité, en euros constants)	5 266	5 849	5 593	5 483	5 483	5 572	5 331	5 321	4 618	5 343	5 074	5 632	4 867	4 738
Evol° n/n-1		99,4	95,6	98,0	100,0	101,6	95,7	99,8	86,8	115,7	110	111,0	86,4	97,4
Evol base 100 en 2000	100	111,1	106,2	104,1	104,1	105,8	101,2	101,0	87,7	101,5	96	106,9	92,4	90,0

## 2) Les allocations vieillesse

En 2022, le total des prestations vieillesse de base et complémentaire est estimé à 7,7 milliards d’euros contre 7,3 milliards d’euros en 2021, en augmentation de 6,6 %.

Les prestations de droit direct du régime de base sont attendues en augmentation de 4,1 % et celles de réversion sont stables.

La hausse des pensions de droit propre est liée à plusieurs facteurs :

- La revalorisation générale des pensions de 1,1% au 1<sup>er</sup> janvier 2022, puis de 4 % au 1<sup>er</sup> juillet 2022 dans le cadre de la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;
- L’alignement en 2022 du minimum de retraite de base des membres de famille (aide familial et conjoint collaborateur) sur celui des chefs d’exploitation qui lui-même a été aligné sur le minimum contributif majoré des salariés (713 € mensuellement au 1<sup>er</sup> janvier 2022). Cette mesure, qui concerne les retraités actuels et les futurs retraités est issue de la loi du 17 décembre 2021 n° 2021-1679.

La progression des dépenses est en partie atténuée par la baisse continue du nombre de retraités (-3,1 % en 2022). Pour rappel, en 2021, l’âge moyen des pensionnés, tous types de droits confondus, est

supérieur à 79 ans, et le nombre de décès ces dernières années est deux fois supérieur au nombre de nouveaux retraités.

Globalement, les prestations de retraite complémentaire obligatoire (RCO) sont estimées en forte hausse de 32,7 % en 2022 par rapport à 2021.

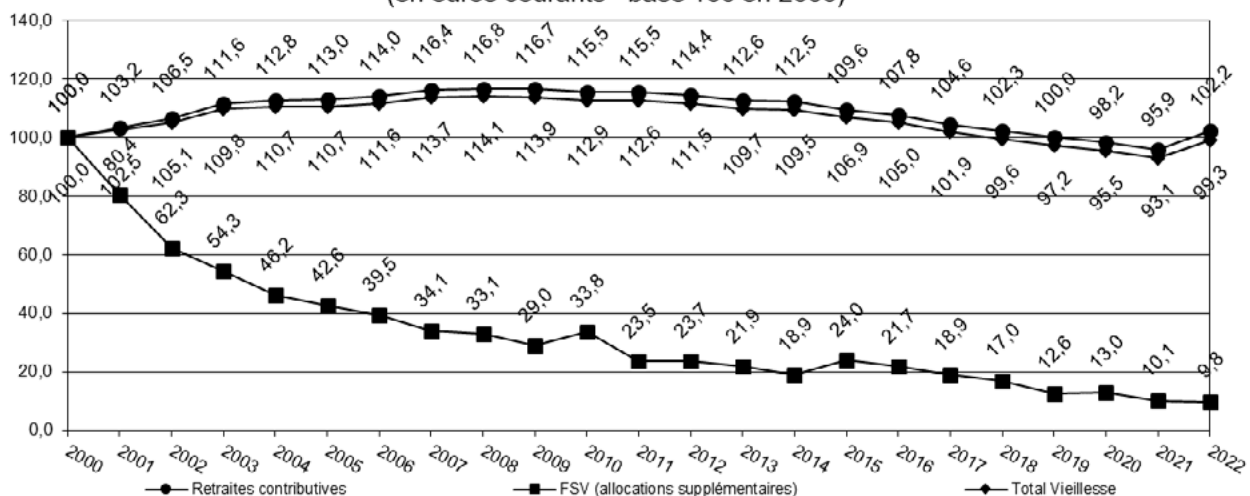
Cette évolution résulte de deux facteurs :

- l’attribution à compter des pensions de novembre 2021, d’un complément différentiel de points gratuits garantissant une retraite agricole plancher (base et complémentaire) équivalente à 85% du SMIC net pour une carrière complète de chef d’exploitation (1 068 € mensuellement au 1<sup>er</sup> janvier 2022) contre 75% précédemment. Cette mesure issue de la loi du 3 juillet 2020 n° 2020-839 concerne les actuels et futurs retraités ;
- la revalorisation de la valeur de service du point de retraite complémentaire de 1,1%. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et de 4% au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**Le montant total prévisionnel des prestations vieillesse s’élève à 7,7 milliards d’euros en 2022.**

	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PRESTATIONS VIEILLESSE</b>														
(en euros courants)	7 821	8 789	8 766	8 679	8 544	8 525	8 326	8 178	7 935	7 754	7 571	7 437	7 253	7 731
Evol° n/n-1		99,1	99,7	99,0	98,4	99,8	95,6	98,2	97,0	97,7	97,6	98,2	97,5	106,6
Evol base 100 en 2000	100	112,4	112,1	111,0	109,3	109,0	106,5	104,6	101,5	99,1	96,8	95,1	92,7	98,9
<b>PRESTATIONS VIEILLESSE</b>														
(en euros constants)	7 821	7 450	7 270	7 057	6 865	6 815	6 656	6 525	5 348	6 186	5 899	5 934	5 696	5 843
Evol° n/n-1		97,4	97,6	97,1	97,3	99,3	97,7	98,0	82,0	115,7	95,3	100,6	96,0	102,6
Evol base 100 en 2000	100	95,3	93,0	90,2	87,8	87,1	85,1	83,4	68,4	79,1	75,4	75,9	72,8	74,7

**GRAPHIQUE 1 : PRESTATIONS SOCIALES DES EXPLOITANTS AGRICOLES 2000 A 2022**  
**VIEILLESSE**  
 (en euros courants - base 100 en 2000)



### 3) Les prestations familiales

En 2022, les prestations famille au sens strict (hors maternité) sont évaluées à 346 millions d'euros contre 351 M€ en 2021 (-1,5 %).

**Le montant total prévisionnel des prestations familiales (hors maternité) en 2022 s'élève à 346 millions d'euros.**

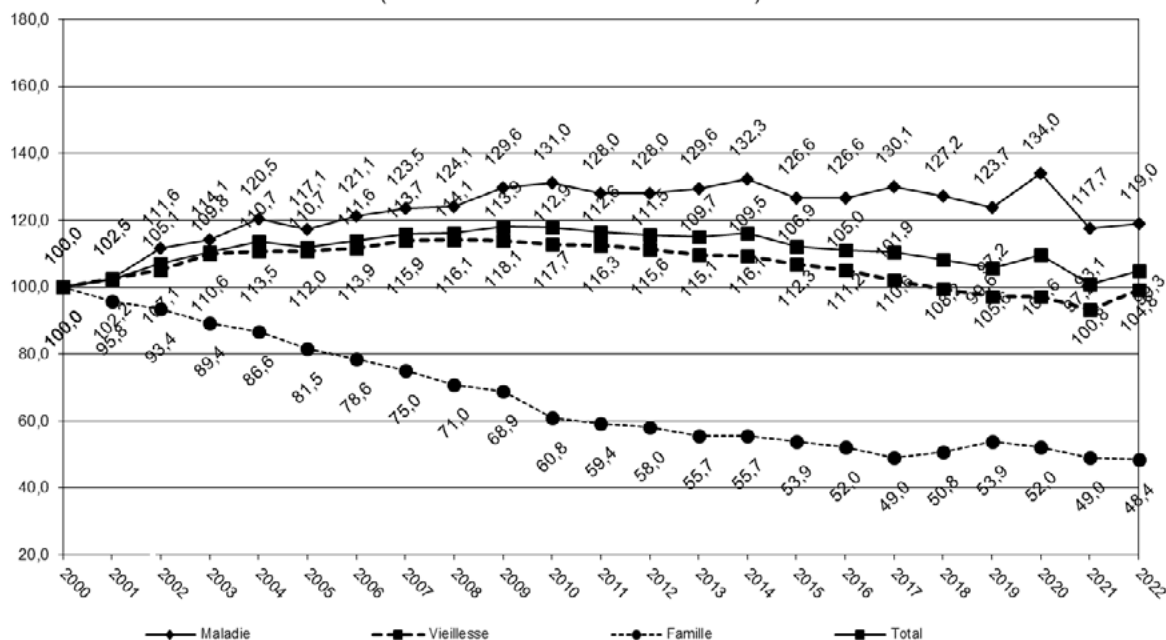
Cette baisse est en lien avec le recul de la diminution des effectifs bénéficiaires partiellement compensé par la revalorisation des prestations.

	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>PRESTATIONS FAMILIALES</b>														
(hors maternité, en euros courants)	570	409	408	407	395	384	371	350	363	365	367	363	351	346
Evol <sup>2</sup> n/n-1		89,7	99,7	99,6	97,2	97,2	96,6	94,4	103,7	100,5	100,5	98,9	96,6	98,5
Evol base 100 en 2000	100,0	71,8	71,6	71,3	69,3	67,4	65,1	61,5	63,8	64,1	64,4	63,7	61,6	60,6
<b>PRESTATIONS FAMILIALES</b>														
(hors maternité, en euros constants)	570	347	338	331	317	307	297	280	289	291	286	290	276	261
Evol <sup>2</sup> n/n-1		88,2	97,6	97,7	96,0	96,7	96,6	94,3	103,5	100,7	98,2	101,3	95,1	94,8
Evol base 100 en 2000	100	60,8	59,4	58,0	55,7	53,9	52,0	49,0	50,8	51,1	50,2	50,8	48,4	45,8

### 4) Synthèse des prestations sociales

NATURE DES PRESTATIONS	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>MONTANTS en M euros courants</b>														
REMBOURSEMENTS MALADIE	5 266	6 900	6 743	6 744	6 824	6 970	6 668	6 669	6 853	6 696	6 514	7 059	6 198	6 269
VIEILLESSE	7 821	8 789	8 766	8 679	8 544	8 525	8 326	8 178	7 935	7 754	7 571	7 437	7 253	7 731
FAMILIALES	570	409	408	407	395	384	371	350	363	365	367	363	351	346
<b>TOTAL</b>	<b>13 657</b>	<b>16 098</b>	<b>15 918</b>	<b>15 830</b>	<b>15 763</b>	<b>15 879</b>	<b>15 365</b>	<b>15 197</b>	<b>15 152</b>	<b>14 815</b>	<b>14 453</b>	<b>14 860</b>	<b>13 801</b>	<b>14 346</b>
<b>En pourcentage du total</b>														
REMBOURSEMENTS MALADIE	39%	43%	42%	43%	43%	44%	43%	44%	45%	45%	45%	48%	45%	44%
VIEILLESSE	57%	55%	55%	54%	54%	54%	54%	54%	52%	52%	52%	50%	53%	54%
FAMILIALES	4%	3%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	2%	2%	3%	2%	3%	2%

**GRAPHIQUE 2 : PRESTATIONS SOCIALES DES EXPLOITANTS AGRICOLES 2000 A 2022**  
(en euros courants - base 100 en 2000)



## Les cotisations et autres ressources

La protection sociale des exploitants agricoles est financée par trois grands types de ressources :

- les cotisations et contributions professionnelles ;
- les transferts entre organismes au titre de la solidarité interprofessionnelle ;
- les impôts et taxes affectés par l'État au titre de la solidarité nationale.

### 1) Les cotisations professionnelles

En 2022, le rendement des cotisations professionnelles et de la CSG est évalué à 2,76 milliards d'euros, contre 2,75 milliards d'euros en 2021, soit une légère augmentation de 0,5 %.

Cette évolution est liée à plusieurs facteurs :

- la diminution de 1,1 % du nombre de cotisants ;
- la hausse de 3,1 % de l'assiette brute des cotisations constituée par les revenus professionnels ;
- la baisse du taux de la cotisation maladie en faveur des travailleurs indépendants aux revenus les plus modestes dont les non-salariés agricoles en application de la loi MUPA.

### 2) Les transferts de gestion

Les transferts de gestion représentent 7,65 milliards d'euros en 2022, contre 7,77 milliards d'euros en 2021.

Les transferts de gestion sont constitués, notamment :

- de la compensation démographique vieillesse pour 2,6 milliards d'euros ;
- de remboursements de prestations par le fonds de solidarité vieillesse ;
- des contributions d'équilibre du régime général pour 4,9 milliards d'euros ;

**Ces transferts représentent 51 % du financement du régime en 2022, contre 53 % en 2021.**

### 3) Les ressources affectées par l'État

Les ressources affectées par l'État constituent le dernier volet du financement des dépenses sociales agricoles.

Ces recettes sont constituées des taxes suivantes :

- les droits de consommation sur les alcools (2,3 milliards d'euros) ;
- la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcoolisées (0,7 milliard d'euros) ;
- les droits d'accises sur les bières et boissons non alcoolisées (1,2 milliard d'euros) ;
- les contributions sur les boissons sucrées et les boissons contenant des édulcorants de synthèse (0,4 milliard d'euros) ;
- les droits d'accises sur les vins, cidres et autres produits intermédiaires (0,1 milliard d'euros).

Le montant total des recettes fiscales affectées au régime est évalué à 4,7 milliards d'euros contre 4,5 milliards d'euros en 2021.

Les ressources affectées par l'État représenteraient un taux de couverture des charges de 31,3 % en 2022.

**Le compte social prévisionnel 2022 se solderait par un excédent de 68,36 millions d'euros.**

**Ce solde correspond aux résultats prévisionnels des branches vieillesse de base (excédent de 45,5 millions d'euros) et complémentaire (excédent de 3,48 millions d'euros) et au résultat du fonds des indemnités journalières maladie (excédent de 19,38 millions d'euros).**

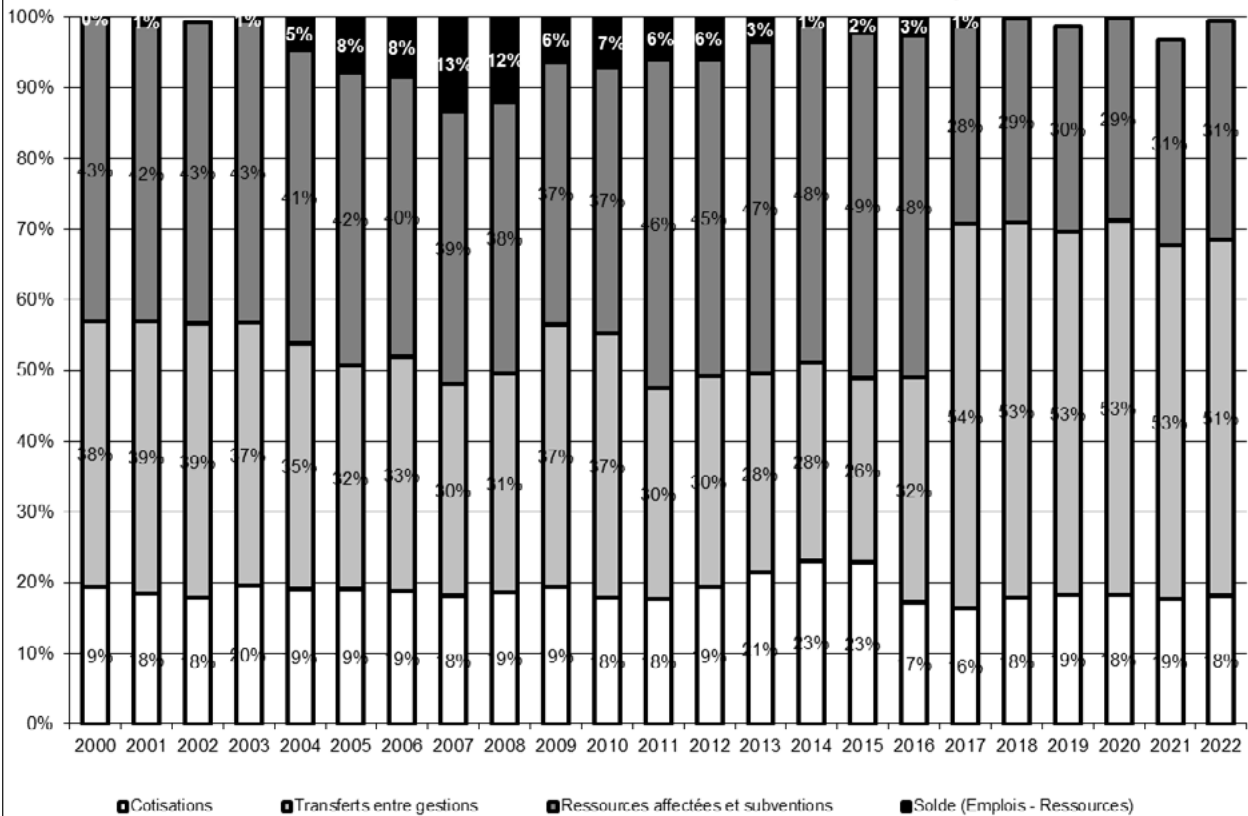
**Les autres branches étant intégrées financièrement au régime général, leur résultat est équilibré par construction.**

TABLEAU 5 : EVOLUTION DES COTISATIONS ET DES EMPLOIS

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des cotisations dont :	-8,0%	-2,4%	10,6%	10,2%	8,5%	-2,9%	-23,7%	-5,2%	7,0%	2,5%	0,8%	-4,6%	0,5%
Cotis. d'ass. Maladie + CSGacquitteé	-7,9%	-2,8%	11,5%	10,2%	13,0%	9,7%	-40,0%	-18,3%	31,6%	-4,6%	0,6%	-13,3%	-4,0%
Cotis. d'ass. Vieillesse	-6,6%	-0,5%	8,2%	9,1%	5,6%	-5,7%	-4,7%	4,1%	3,2%	6,7%	1,3%	0,9%	2,7%
Cotis. d'ass. Famille	-11,7%	-4,5%	14,5%	12,7%	4,0%	-43,3%	-14,4%	1,8%	-64,5%	25,4%	-5,2%	0,9%	5,3%
Ensemble des emplois	-0,2%	-1,3%	-0,3%	-0,5%	-0,4%	-2,5%	-2,5%	-0,5%	-2,2%	-2,6%	2,7%	-6,9%	3,7%
dont prestations	-0,1%	-1,1%	-0,1%	-0,4%	0,5%	-3,1%	-1,8%	-0,3%	-2,2%	-2,5%	3,0%	-7,0%	4,0%

GRAPHIQUE 3 : COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES POUR LES ANNEES 2000 A 2022

Structure des ressources en % de la couverture des emplois





**COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**DEPENSES**

*(en millions d'euros)*

CATEGORIES D'EMPLOIS	DEPENSES AFFERENTES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES ET ASSIMILES					
	2021 définitif		2022 prévisionnel		2022 / 2021 indice valeur	
	TOTAL	dont actifs	TOTAL	dont actifs	TOTAL	dont actifs
<b>I - PRESTATIONS</b>						
<b>A/ - SANTE</b>						
.Assurance maladie obligatoire et volontaire						
- Maladie : médecine de ville a	2 490,1		2 494,0		100,2	
- Maladie : établissements médico sociaux b	25,0		27,9		111,7	
- Maladie : établissements cliniques privées c	464,5		519,6		111,9	
- Maladie : établissements tarification administrative d	2 744,3		2 723,3		99,2	
- Maladie : indemnités journalières e	65,5		67,8		103,5	
- Maladie : divers f	408,2		436,6		107,0	
Total maladie a à f	6 197,6	2 070,0	6 269,2	2 094,0	101,2	101,2
- Invalidité g	75,5	75,5	78,0	78,0	103,3	103,3
<b>Sous-total : SANTE h=f+g</b>	<b>6 273,1</b>	<b>2 145,6</b>	<b>6 347,2</b>	<b>2 172,0</b>	<b>101,2</b>	<b>101,2</b>
<b>B/ - VIEILLESSE</b>						
.Assurance vieillesse : droits propres i	5 479,2		5 703,9		104,1	
.Assurance vieillesse : droits dérivés j	998,1		997,9		100,0	
.Retraite complémentaire obligatoire k	775,6		1 029,1		132,7	
<b>Sous-total : VIEILLESSE i à k</b>	<b>7 252,9</b>		<b>7 730,9</b>		<b>106,6</b>	
<b>D/ - FAMILLE</b>						
.Prestations familiales l	307,9	307,9	305,1	305,1	99,1	99,1
.Allocation adultes handicapés (AAH) m	43,1	43,1	40,7	40,7	94,3	94,3
.Assurance maternité n	39,8	39,8	44,0	44,0	110,4	110,4
<b>Sous-total : FAMILLE o</b>	<b>390,9</b>	<b>390,9</b>	<b>389,8</b>	<b>389,8</b>	<b>99,7</b>	<b>99,7</b>
<b>SOUS-TOTAL (I) PRESTATIONS</b>	<b>13 916,8</b>	<b>2 536,5</b>	<b>14 467,8</b>	<b>2 561,7</b>	<b>104,0</b>	<b>101,0</b>
<b>II - TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>						
.Contribution au régime des praticiens p	83,7		88,8		106,1	
.Contribution au régime des étudiants q	0,0		0,0			
.Contributions et transferts divers r	0,1		0,6			
<b>SOUS-TOTAL (II) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS p à r</b>	<b>83,8</b>		<b>89,4</b>		<b>106,7</b>	
<b>III - CHARGES DE GESTION</b>						
.Gestion : maladie s	208,4		203,7		97,8	
.Gestion : vieillesse t	141,8		138,8		97,9	
.Gestion : famille u	176,5		161,8		91,6	
<b>SOUS-TOTAL (III) CHARGES DE GESTION s à u</b>	<b>526,7</b>		<b>504,4</b>		<b>95,8</b>	
<b>TOTAL PROTECTION SOCIALE I à III</b>	<b>14 527,4</b>		<b>15 061,6</b>		<b>103,7</b>	

**COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**RECETTES**

*(en millions d'euros)*

CATEGORIES DE RESSOURCES	RECETTES AFFERENTES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES ET ASSIMILES					
	2021 définitif		2022 prévisionnel		2022 / 2021 indice valeur	
	TOTAL	dont actifs	TOTAL	dont actifs	TOTAL	dont actifs
<b>I - COTISATIONS</b>						
<b>A/ - ASSURANCE MALADIE obligatoire et volontaire</b>						
.Cotisations a	536,0	455,6	504,6	428,9	94,2	94,2
CSG acquittée	423,8	313,6	416,5	308,2	98,3	
<b>B/ - PRESTATIONS FAMILIALES</b>						
.Cotisations b	93,0	93,0	97,9	97,9	105,3	105,3
<b>C/ - ASSURANCE VIEILLESSE</b>						
.Cotisations c	1 681,9	1 681,9	1 727,9	1 727,9	102,7	102,7
<b>TOTAL COTISATIONS</b>						
.Cotisations maladie, vieillesse et prestations familiales d=a+b+c	2 734,7	2 544,1	2 747,0	2 563,0	100,4	100,7
.Divers e	13,7	13,7	14,0	14,0	102,8	102,8
<b>SOUS-TOTAL (I) COTISATIONS f=d+e</b>	<b>2 748,4</b>	<b>2 557,8</b>	<b>2 761,0</b>	<b>2 577,0</b>	<b>100,5</b>	<b>100,8</b>
<b>II - RESSOURCES AFFECTEES</b>						
Dt taxes tabacs, alcools, vins, farines, huiles alimentaire g	4 510,7		4 714,8		104,5	
<b>III - TRANFERTS ENTRE GESTIONS</b>						
.Compensation démographique h	2 663,0		2 651,3		99,6	
.Fonds de solidarité vieillesse et Fonds Spécial d'Invalidité i	49,6		46,8		94,3	
.CSG affectée j	0,0		0,0		ns	
.Contribution CNAF k	657,9		633,6		96,3	
.Prises en charge prestations et subvention d'équilibre CNAI l	4 204,0		4 266,9		101,5	
.Autres transferts : cotisations prises en charge par l'Etat m	65,5		19,4		29,6	
.Autres produits n	131,5		36,1		ns	
<b>SOUS-TOTAL (III) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS h à n</b>	<b>7 771,5</b>		<b>7 654,1</b>		<b>98,5</b>	
<b>IV - SOLDE</b>	<b>-503,2</b>		<b>-68,36</b>			
<b>TOTAL PROTECTION SOCIALE I à IV</b>	<b>14 527,4</b>		<b>15 061,6</b>		<b>103,7</b>	

## Le compte social des salariés agricoles

### Les prestations sociales

Les prestations sociales versées aux salariés des établissements sont évaluées à 5,26 milliards d'euros, en augmentation de 3,8 % par rapport à 2021. Après correction de l'indice des prix à la consommation hors tabac, les prestations versées en 2022 baisseraient de 0,1 %.

Avec les transferts et les charges de gestion, le total des dépenses est estimé à 5,47 milliards d'euros, en augmentation de 3,4 % par rapport à 2021.

#### 1) Les dépenses de santé

Les dépenses de santé, comprenant l'assurance maladie au sens strict, l'assurance invalidité ainsi que l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sont attendues en hausse de 3,2 % en 2022.

L'évolution des dépenses de santé est principalement due à une hausse des dépenses d'assurance maladie qui résulte de plusieurs facteurs :

- Une hausse de 4,8 % des prestations légales maladie exécutées en ville en lien notamment avec l'avenant 9 à la convention médicale entré en vigueur le 1er avril 2022 (revalorisations de tarifs de prestations existantes et nouvelles majorations, nouvelles consultations et élargissement du champ de consultations déjà existantes...);
- Un rebond de 6,9 % des versements d'indemnités journalières maladie consécutif à la 7<sup>e</sup> vague de COVID.

Les dépenses relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles sont prévues en hausse de 1,6 %.

#### 2) Les allocations vieillesse

Les dépenses d'assurance vieillesse sont estimées en augmentation de 5,1 % en 2022 par rapport à 2021.

Les avantages de droit propre sont attendus en augmentation de 5,84 % sous les effets :

- de la revalorisation générale des pensions de retraite en 2022 ;
- du dispositif de liquidation unique des régimes alignés (LURA) qui engendre une croissance estimée à 3,9 % du montant des retraites pour les nouveaux pensionnés (les pensions servies sont consécutives à la totalité des carrières et non plus à la seule durée d'activité agricole). Cette hausse du montant des pensions surcompense la baisse de 1,8 % des nouveaux effectifs induite également par le dispositif LURA.

A contrario, les prestations de droit dérivé sont estimées en léger repli de 0,9 % en raison de la baisse de 3,7 % des effectifs compte tenu d'un nombre de décès plus important que celui des attributions. Ce repli est compensé partiellement par la revalorisation des pensions en 2022.

#### 3) Les prestations familiales

Les prestations relatives à la famille sont en baisse de 1,2 % en lien avec la diminution de 1,4 % du nombre de famille bénéficiaire d'au moins une prestation.

**Les prestations vieillesse et les dépenses de santé représentent respectivement 48,4 % et 43,6 % des dépenses du compte des salariés agricoles, et les dépenses de prestations familiales 8,1 %.**

Tableau 7 : Evolution des prestations sociales versées aux salariés des exploitants agricoles

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Part en 2022
- Santé	1,3%	1,0%	0,0%	1,1%	3,3%	0,2%	1,8%	5,0%	2,9%	2,8%	5,0%	-4,9%	3,2%	43,6%
- Vieillesse	1,1%	1,6%	0,0%	0,8%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,2%	1,7%	2,0%	2,0%	1,8%	5,1%	48,4%
- Famille	1,2%	0,5%	0,0%	1,9%	0,9%	-0,3%	-8,0%	1,0%	0,4%	1,7%	0,4%	-0,1%	-0,1%	8,1%
Ensemble	1,2%	1,2%	0,7%	1,0%	1,4%	0,0%	-0,1%	2,3%	2,1%	2,3%	3,2%	-1,4%	3,8%	100,0%
Après division par l'indice des prix hors tabac	-0,5%	-0,9%	-1,3%	0,3%	-0,3%	0,0%	-0,3%	1,3%	3,2%	1,3%	3,0%	-2,9%	-0,1%	

## Les cotisations et autres ressources

Le rendement des cotisations à la charge des salariés et des employeurs de main-d'œuvre est prévu en nette augmentation de 5,5 %. Cette évolution résulte à la fois des hausses successives du SMIC en 2022 (4,4 %) et d'une bonne tenue de l'emploi notamment saisonnier (1,1 %).

Les autres ressources dont bénéficie le régime sont attendues en hausse de 2,3 % pour atteindre 3,5 milliards d'euros.

Elles sont regroupées sous l'appellation « transferts entre gestions », et comprennent :

- \* les subventions d'équilibre du régime général ;
- \* la compensation démographique vieillesse ;
- \* les prises en charge de prestations par le FSV ;
- \* les cotisations prises en charge par l'État au titre d'autres dispositifs d'exonérations, notamment au bénéfice des employeurs de main d'œuvre saisonnière.

**Ces transferts de gestion représentent 64,5 % du total des recettes du compte social.**

**Tableau 8 : Evolution des cotisations du compte social des salariés agricoles**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des cotisations du régime dont :	-0,6%	5,5%	4,2%	8,0%	3,8%	-0,9%	2,6%	2,8%	0,4%	-4,7%	-5,2%	2,9%	5,5%
- cotisations des employeurs	-0,9%	5,7%	5,0%	4,4%	4,0%	-2,6%	2,1%	-0,04%	6,3%	-8,6%	-7,8%	3,1%	5,0%
- cotisations des salariés agricoles	0,0%	5,0%	2,3%	16,5%	3,2%	2,5%	3,4%	8,4%	-10,4%	3,7%	-0,1%	2,5%	6,5%

**Tableau 9 : Répartition des ressources du compte social des salariés agricoles**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
- Cotisations	33,1%	34,5%	35,8%	38,2%	39,1%	38,6%	39,5%	39,8%	39,0%	36,3%	33,3%	34,8%	35,5%
<i>dont à charge des employeurs</i>	22,9%	24,0%	25,0%	25,8%	26,5%	25,7%	26,2%	25,6%	26,6%	23,8%	21,2%	22,2%	22,5%
- Transferts entre gestions	66,9%	65,5%	64,2%	61,8%	60,9%	61,4%	60,5%	60,2%	61,0%	63,7%	66,7%	65,2%	64,5%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

## COMPTES SOCIAUX DES SALARIES AGRICOLES POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)

### DEPENSES

(en millions d'euros)

CATEGORIES D'EMPLOIS	DEPENSES AFFERENTES AUX SALARIES D'EXPLOITATION		
	2021 définitif	2022 prévisionnel	indice 2022/2021
<b>I-PRESTATIONS</b>			
<b>A/ - SANTE</b>			
.Assurance Maladie Obligatoire et Volontaire			
. Maladie a	1 789,7	1 854,0	103,6
. Invalidité et infirmité b	100,2	101,9	101,6
. Accidents du travail et Maladies Professionnelles c	331,9	337,4	101,6
<b>Sous-total : SANTE d=a+b+c</b>	<b>2 221,9</b>	<b>2 293,2</b>	<b>103,2</b>
<b>B/ - VIEILLESSE</b>			
.Assurance Vieillesse e	2 422,0	2 545,7	105,1
<b>Sous-total : VIEILLESSE e</b>	<b>2 422,0</b>	<b>2 545,7</b>	<b>105,1</b>
<b>C/ - FAMILLE</b>			
.Charge de famille f	367,5	362,9	98,8
.Assurance Maternité g	58,5	62,6	107,0
<b>Sous-total : FAMILLE h=f+g</b>	<b>426,0</b>	<b>425,6</b>	<b>99,9</b>
<b>SOUS - TOTAL (I) PRESTATIONS i=d+2+h</b>	<b>5 069,9</b>	<b>5 264,6</b>	<b>103,8</b>
<b>II-TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>			
.Contributions et transferts divers q	17,3	10,6	61,5
<b>III-CHARGES DE GESTION ET DEPENSES ASSIMILEES</b>			
.Au titre de la protection sociale s	207,4	199,7	96,3
<b>TOTAL PROTECTION SOCIALE (I)+(II)+(III)</b>	<b>5 294,6</b>	<b>5 474,9</b>	<b>103,4</b>

**COMPTES SOCIAUX DES SALARIES AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**RECETTES**

(en millions d'euros)

CATEGORIES DE RESSOURCES	RECETTES AFFERENTES AUX SALARIES D'EXPLOITATION					
	2021 définitif		2022 prévisionnel		Indice 2022/2021 dont employ.	
	TOTAL	dont employ.	TOTAL	dont employ.	TOTAL	dont employ.
<b>I-COTISATIONS</b>						
<b>A/ - ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES</b>						
. Cotisations salariales a	668,3		711,7		106,5	
. Cotisations patronales b	852,3	852,3	907,6	907,6	106,5	106,5
<b>Sous-total: ASSURANCE OBLIGATOIRE c=a+b</b>	<b>1 520,6</b>	<b>852,3</b>	<b>1 619,3</b>	<b>907,6</b>	<b>106,5</b>	<b>106,5</b>
<b>B/ -ASSURANCE FAMILLE</b>						
-Cotisations d	112,1	112,1	115,3	115,3	102,8	102,8
<b>Sous-total: PRESTATIONS FAMILIALES d</b>	<b>112,1</b>	<b>112,1</b>	<b>115,3</b>	<b>115,3</b>	<b>102,8</b>	<b>102,8</b>
<b>C/ - ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES</b>						
-Cotisations e	211,3	211,3	211,1	211,1	99,9	99,9
<b>Sous-total : ACCIDENTS DU TRAVAIL e</b>	<b>211,3</b>	<b>211,3</b>	<b>211,1</b>	<b>211,1</b>	<b>99,9</b>	<b>99,9</b>
<b>SOUS-TOTAL (I) COTISATIONS hors chômage f=a à e</b>	<b>1 844,0</b>	<b>1 175,7</b>	<b>1 945,7</b>	<b>1 234,0</b>	<b>105,5</b>	<b>105,0</b>
<b>II-TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>						
. Intégration régime général, compensation démographique, ITAF g	2 966,1		3 046,7		102,7	
. Autres transferts : cotisations prises en charge par l'Etat h	484,5		482,5		99,6	
<b>SOUS-TOTAL(II) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS i=g+h</b>	<b>3 450,6</b>		<b>3 529,2</b>		<b>102,3</b>	
<b>TOTAL PROTECTION SOCIALE (I) à (II)</b>	<b>5 294,6</b>		<b>5 474,9</b>		<b>103,4</b>	
ASSURANCE CHÔMAGE Cotisations des exploitants j		273,0		289,4		106,0
<b>SOUS-TOTAL COTISATIONS y compris chômage i+f</b>		<b>1 448,6</b>		<b>1 523,5</b>		<b>105,2</b>